

Pour l'éducation : les cinq prises de risques minimales et leurs conséquences sociales

Dans toutes les institutions chargées d'éducation, des mesures dites de « sécurité », de conservation, de restauration de l'autorité prennent littéralement le pas sur tout autre souci; le seul motif de « progrès » repéré en matière éducative, considéré comme supportable et qui parviendra à s'exprimer se réduit à la neutralisation ou à l'exclusion d'individus ou de groupes d'utilisateurs de plus en plus nombreux; bien entendu, l'analyse des causes de cette exclusion progressive est complètement occultée par la justification de ces mesures, en oubliant que ces mêmes institutions avaient justement mission d'éduquer ceux qu'elle rejette pour manque d'éducation.

Au même moment, des professionnels qui restent malgré tout attachés à des valeurs démocratiques fortes sont de plus en plus contraints de travailler hors des structures et des instructions officielles ou réglementaires; réduits à une certaine précarité, ils doivent en plus faire face à la peur de se voir incriminés s'ils persistent ou avancent trop loin dans des actions « hors institutions ».

La conjonction de ces deux phénomènes aboutit ainsi à décourager dans presque tout le paysage éducatif, l'initiative sociale et éducative en général.

Face à autant de peurs et de contraintes, et parce que l'on est conscient que c'est justement l'éducation et la prévention qui se trouvent finalement menacées par ces tendances actuelles, il est urgent de réaffirmer que tout projet éducatif repose, en fait, sur cinq prises de risques minimales dont les conséquences et les conditions préalables doivent être prises en compte :

Prendre le risque d'une rencontre éducative, volontaire, spontanée et authentique

Permettre la rencontre, comme préalable à tout travail éducatif semble aller de soi mais comment peut on encore rencontrer des personnes ou des jeunes de façon

naturelle aujourd'hui ? Quels professionnels et surtout quels non professionnels sont en mesure de rentrer spontanément en relation avec les enfants en bas des immeubles ? Aujourd'hui, les contacts inattendus que l'on propose à ces enfants semblent s'orienter vers des prises en charge répressives et de plus en plus « policiées » pour disperser les attroupements et renvoyer les gamins chez eux.

Suppose-t-on que ce type de rencontre enfants/adultes, spontanée et normale aurait suffisamment lieu ailleurs, dans nos institutions nombreuses et bien dotées en moyens et personnels, et que (donc) il n'y aurait nul besoin de réinitier ces échanges en milieu ouvert ?





Ce serait méconnaître gravement que les institutions qui accueillent les enfants d'aujourd'hui, qu'elles soient scolaires, sociales, de loisirs, culturelles ou sportives sont centrées autour d'objectifs internes de plus en plus contraignants, qui monopolisent toute l'énergie et l'attention des professionnels. Ce qui est perdu, chemin faisant, c'est l'occasion de la parole libre et gratuite avec l'enfant. D'ailleurs de plus en plus d'enfants, en milieu populaire du moins, ne fréquentent plus qu'épisodiquement de telles structures, enregistrant dans leur mode de fréquentation « zapping », ce morcellement de la relation éducative qui caractérise de plus en plus ces lieux.

Permettre la rencontre est devenu juridiquement et socialement de plus en plus risqué. C'est peut dire qu'il faut affronter le

soupçon, surtout quand on est un homme, et qu'on se propose d'aller à la rencontre des enfants... Pour accompagner les adultes prêts à rétablir leurs relations avec les enfants, il faut les aider à sortir de la clandestinité et à s'organiser ; il faut donner dans les quartiers des crédits pour les habitants qui souhaitent proposer tel ou tel atelier, telle ou telle activité aux enfants du quartier ; il faut permettre à ces habitants d'être aidés, encouragés et accompagnés par des équipes professionnelles, qui connaissent bien le quartier et qui rassurent les adultes sur la faisabilité de leur initiative.



Prendre le risque d'une parole vraie

Prendre le risque d'une parole vraie, c'est prendre le risque d'une parole gratuite ; c'est encourager

l'établissement de relations éducatives globales, prenant en compte l'enfant comme un tout et ne bornant pas la relation entamée à des objectifs parcellaires dans lesquels les enfants un jour ou l'autre, ne se reconnaissent plus : réussite scolaire, sportive ou musicale...

Prendre le risque d'une parole vraie, c'est dégager la relation éducative, pour le professionnel comme pour l'enfant, de ce qui était convenu : on ne joue plus son petit rôle bien appris de « jeune des cités » ou « d'éducateur social », voire de flic de service... Au contraire, on ouvre l'enfant à une relation qui lui apporte la découverte d'autres adultes, d'autres horizons, d'autres futurs, d'autres possibles sociaux et personnels. C'est énorme, c'est indispensable et c'est devenu de plus en plus nécessaire car les groupes sociaux et même les groupes d'âge de nos jours ont tendance à se replier sur eux-mêmes et à exclure la confrontation à l'autre, permise par la parole, quand elle ne se perd pas dans l'insulte.

Mais prendre le risque d'une parole est un vrai risque ; pour l'adulte, professionnel ou volontaire qui accepte, au moins, partiellement de sortir de son rôle et de sa fonction, pour se mettre en jeu, pour l'enfant ; cela n'est pas sans conséquences sociales, car il faut donner des lieux et des espaces pour ces rencontres : espaces urbains aménagés, locaux résidentiels plus nombreux et animés, espaces de service de proximité qui imposent la rencontre et la réunion de résidents...



Prendre le risque de durer

Aujourd'hui la « durée de vie » des intervenants auprès d'enfants donnés n'a jamais été aussi courte; cela ne serait pas grave si les phénomènes de la vie urbaine et l'évolution de la famille ne démultipliaient pas par ailleurs le sentiment de morcellement et de solitude qui en découle !

Aujourd'hui, durer est un luxe mais c'est aussi, dans le domaine de l'action sociale et éducative, un exploit ! En effet, pour qui connaît les difficultés de financement et de pérennisation des initiatives sociales dont l'intérêt et le caractère innovant sont paradoxalement souvent salués, la durée de l'action et de l'initiative sociale, éducative de proximité paraît bien inaccessible : subventions réduites ou remises en cause année après année, subventionneurs qui se défont les uns sur les autres, ou qui font carrément « leur marché » de la fraction d'action qui les intéresse dans le projet global ; bref, il existe une multitude de moyens pour les subventionneurs et les pouvoirs publics décentralisés ou déconcentrés pour nier, ignorer ou faire avancer les structures vers une « mort douce » par coupure des moyens ou épuisement des initiateurs...

Et pourtant, aujourd'hui, il vaut parfois mieux ne rien proposer aux enfants qui subissent tant de séparations et de morcellements de leurs relations avec les adultes (sauf les quelques-uns avec lesquels, par contre-coup, ils se trouvent trop

enfermés), si on ne peut pas rester au moins 5 ou 10 ans dans leur vie.

Aujourd'hui, la durée est un concept révolutionnaire et en matière d'éducation, aussi, il faut promouvoir le concept de « développement durable », c'est à dire d'une action dont le caractère éphémère ne va pas venir annuler les quelques bénéfiques produits.

Pour cela, bien sûr, il faut une nouvelle fois faire sortir les promoteurs et les initiateurs du non droit et leur permettre de rencontrer des collectivités et des institutions dont le pouvoir de nuisance doit être contre-balançé par celui de soutenir durablement et efficacement ! Or, les contrats pluriannuels ne répondent, même à ce jour, que très partiellement à cet objectif car ce financement pluriannuel ne concerne en général que des « fractions » de l'action et non sa globalité qui seule, assurerait la cohérence.



Éduquer au risque, non à l'évitement

C'est peu dire que nous nous trouvons envahi par une culture de « juridification des rapports sociaux » qui bouleverse le paysage des pratiques sociales et éducatives ; que d'activités, de sorties, de rencontres, de fêtes, sont annulées au motif que les initiateurs potentiels ont peur d'être mis en cause « si ça tourne mal ». Bien entendu, les conséquences de la généralisation de ces attitudes amènent une dégradation des relations entre les professionnels et les usagers qui aboutira ainsi de suite à de nouvelles rigidités... Le serpent se mord la queue et s'empoisonne tout doucement.

Bien entendu, tout cela est hypocrite et ce que l'on refuse aux enfants, dans un cadre aménagé, encadré, sécurisé ; ces mêmes enfants sont condamnés à en faire



l'expérience « sauvage » par leurs propres moyens, et pire encore, dans la cachette et la clandestinité. Quel dommage que la solitude, l'ennui et l'isolement ne soient jamais mis hors la loi !

Eduquer au risque est bien entendu, la seule méthode effective et affective d'éducation au risque et à la responsabilité des enfants; oh, je ne plaide pas pour des initiations coûteuses pour des sports dangereux, soit disant initiatiques, mais en vérité profondément déshumanisés, encadrés et à l'intérêt plus que faible ; c'est d'une véritable éducation au risque de la vie quotidienne que nous avons besoin actuellement et le moyen de celle ci ne se trouve que dans l'accompagnement durable des enfants dans leur cadre de vie, par des éducateurs, ouverts, présents, disponibles, souvent là et longtemps.

Permettre cette éducation (qui est aussi une éducation à la responsabilité et la seule éducation citoyenne qui mérite son nom), c'est changer radicalement la mentalité professionnelle des intervenants socio-éducatifs, c'est réaffirmer comme essentielle la notion de temps pour connaître réellement et complètement l'enfant, celle de disponibilité pour lui permettre de venir quand il en a besoin et non pas quand l'institution le demande, d'ouverture pour accepter de prendre l'enfant et ce qu'il vit comme un « déjà là » qu'il s'agit de faire évoluer, plus que comme une situation à juger et à évaluer.

Bien entendu, pour cela, les intervenants sociaux, bénévoles et professionnels ont besoin d'être

protégés, encouragés par les pouvoirs publics. Et pour cela, il est essentiel que ces derniers passent du soupçon à la reconnaissance.

Prendre le risque de se confronter au refus et à la rébellion, et savoir les supporter

Notre société devient de plus en plus intolérante; tout y prend valeur de drame et d'illustration d'un délitement de la civilisation que nous promettons de piètres penseurs et philosophes de salons !

Des enfants, des adolescents se trouvent chaque jour, enfermés précocement dans une image dégradée d'eux mêmes qui ne tarde pas à se muer en véritable statut de délinquant. Bien entendu, cette rigidification des rapports sociaux ne se remet jamais en cause; pire elle prend ses résultats catastrophiques d'encouragement à l'intolérance réciproque pour des preuves et une justification de son nécessaire développement ! C'est donc une maladie sociale qui se répand, et qui malheureusement, pour des raisons électorales à courte vue, se trouve encouragée par ceux, responsables politiques qui devraient plutôt en être les médecins.

Or, il ne peut y avoir d'acte éducatif qui puisse exiger en retour de l'enfant ou de la personne

concernée un plein accord, une solide reconnaissance et une totale soumission. Pire, on oublie au passage que les enfants dociles dont rêvent les adultes et particulièrement les éducateurs, deviennent en général, comme le soulignait déjà Korczak, des adultes veules et lâches.

Au contraire, les enfants qui résistent, ceux qui accrochent, développent probablement une image positive d'eux-mêmes qui leur permettra d'acquérir une pensée autonome. De plus en plus, l'objectif de « casser » les enfants meneurs, difficiles, se vulgarise et se répand bien au delà des salles des profs ; il n'est pas rare d'entendre de tels objectifs dans la bouche de politiciens, et même... de soit disant chercheurs ou spécialistes. Or, on ne le dira jamais assez, si on « casse » ces enfants, on cheville définitivement la haine en eux et, de plus, on les livre directement aux groupes et aux idées les plus violentes et intolérantes.

Laurent Ott

